

sommes, nous pourrions concevoir un système du genre «work for welfare» qui aurait des résultats beaucoup plus positifs et beaucoup plus productifs.

(6) Les jeunes assistés sociaux célibataires pourraient être tenus de participer à des programmes de reboisement pour être admissibles aux prestations.

(7) Il faut offrir des stimulants pour rompre le cycle de la dépendance envers le système, ce qui pourrait en même temps régler des problèmes comme les soins aux personnes âgées, le logement, l'agriculture.

(8) En outre, les prestations de bien-être social pourraient être liées à un engagement de s'inscrire à des programmes de recyclage.

(9) Depuis quelques années, quantité de gens ont dû accepter des emplois qu'ils n'auraient pas acceptés autrement. Il faut réduire les attentes de la génération actuelle de chômeurs canadiens.

(10) Plus on approche du plein emploi, plus le gouvernement augmente ses recettes fiscales. Cela ne veut pas dire une hausse des taux d'imposition mais plutôt des recettes.

(11) Le consommateur profiterait d'une baisse du coût des produits alimentaires. C'est le gros producteur qui a toujours été gagnant. Voilà un secteur où un accord de libre-échange permettrait à certains producteurs agricoles de toucher des subventions dans l'intérêt de la plupart des Canadiens. À moins que nous réglions les échanges sur certains marchés, il y a un véritable danger que les États-Unis nous inondent de produits moins chers dont nous finirions à long terme par payer le prix.

(12) Si l'on baissait le prix des produits alimentaires, on pourrait également diminuer légèrement les salaires. Un des rôles du gouvernement consiste à faire comprendre à la population qu'elle ne peut plus s'attendre à ce que ses salaires et ses revenus augmentent sans que la position concurrentielle du Canada dans des secteurs importants en souffre.

(13) Le dollar devrait ainsi baisser davantage pour que le Canada puisse soutenir la concurrence sur les marchés mondiaux sans que la population s'attende à ce qu'on augmente les salaires pour compenser une hausse du prix de certains produits importés.

(14) Au fur et à mesure que nous nous dirigerons vers une diminution des tarifs du GATT et à une

suppression des barrières non tarifaires, nous assisteront à un accroissement de la productivité dans certains secteurs (celui de la fabrication par exemple) et nous sentirons peut-être le besoin de baisser le taux de change.

(15) Si les échanges mondiaux n'augmentent pas, il nous faudra accepter une plus petite part du marché compte tenu de la participation de nouveaux pays.

(16) Si on se base sur de fausses hypothèses concernant le dollar en période de chômage aigu, une hausse des taux d'intérêt paralyse l'expansion de secteurs importants de l'économie et fait augmenter le chômage. Nous pourrions taxer les intérêts que les personnes touchent en achetant des dollars américains, leur faisant ainsi perdre tout avantage à placer leur argent aux États-Unis. C'est une pratique analogue à celle qui consiste à imposer les dividendes étrangers à un taux plus élevé que les dividendes nationaux et il ne s'agit pas d'un contrôle des changes.

(17) On pourrait également laisser descendre le dollar sans augmenter les taux d'intérêt.

(18) La chute de notre dollar, par rapport au dollar américain au cours des six derniers mois, a amélioré notre position concurrentielle.

(19) Un accord de libre-échange ne signifierait pas nécessairement une remontée de notre dollar comme certains le croient aux États-Unis.

(20) Il n'est pas facile pour un petit pays de fixer son taux de change par rapport à celui d'un grand pays en particulier lorsque le taux de change de celui-ci fluctue de temps à autre.

(21) C'est d'ailleurs ce qui s'est produit entre le Canada et les États-Unis.

(22) Il est important de laisser fluctuer le taux de change.

(23) Le Canada aurait avantage à examiner le système autrichien de concertation qui offre une certaine souplesse en ce qui a trait aux profits et aux salaires.

(24) Par souci d'équité, il importe de réduire les salaires des fonctionnaires provinciaux et fédéraux, d'accroître la sécurité d'emploi et s'assurer que les salaires versés par le secteur privé sont un peu plus élevés dans les secteurs qui offrent peu de sécurité d'emploi.